



Paris, le 19 octobre 2015

COMMUNIQUE DE PRESSE

La CDEFI, la CGE et les quatre fédérations d'établissements d'enseignement supérieur privés contractualisés (FESIC, UDESCA, UGEI et l'UNFL) dénoncent un désengagement de l'Etat et attendent un soutien affiché en faveur des EESPIG en 2016

Pour la troisième année consécutive, les établissements contractualisés avec l'État déplorent une baisse inquiétante du soutien public à l'enseignement supérieur privé associatif : la réduction des subventions de 1% en 2015 s'ajoute à la diminution de plus de 7% en 2014 et de 13% en 2013.

L'équilibre financier des établissements est particulièrement affecté par ces réductions successives du financement public cumulées avec une baisse de plus de 32% des ressources issues de la taxe d'apprentissage.

La dégradation du soutien financier de l'Etat touche toutes les institutions contractualisées de la FESIC, l'UDESCA, l'UGEI et l'UNFL et notamment celles qui viennent d'obtenir le label EESPIG (Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général). Pourtant, à l'instar de l'université publique, les établissements contractualisés contribuent à l'accueil d'un nombre croissant d'étudiants, dans des conditions optimales et avec de très bons taux d'insertion professionnelle.

La CGE rappelle que, depuis 2004, les établissements d'enseignement supérieur privés contractualisés ont augmenté de 77% leurs effectifs.

Ce désengagement de l'Etat est incompréhensible, au lendemain de la publication des rapports IGAENR et StraNES qui soulignent la qualité reconnue de l'enseignement supérieur privé associatif, la contribution des EESPIG au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et la nécessité d'un accompagnement fort et pérenne de l'État.

La CDEFI fait également part de son inquiétude sur ce sujet d'autant plus qu'elle a toujours défendu le principe d'accès à des droits nouveaux pour les EESPIG.

Les établissements associatifs privés sont prêts à participer à l'objectif défini par la StraNES de 60% d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur, à condition de ne pas être pénalisés, voire affaiblis, par une contribution publique trop faible et instable. Ils demandent au gouvernement et aux parlementaires un signal clair de soutien à l'occasion des discussions et de l'adoption du budget de l'enseignement supérieur pour 2016.

Contact presse :

Delphine BLANC-LE QUILLIEC 01.80.90.53.17 / 06.64.54.27.71 / delphine.blanc-le-quilliec@fesic.org

CDEFI : contacts presse, Agence Noir sur Blanc :

Corinne Robert : 09 70 44 89 12 | crobert@noirsurblanc.com

Sandra Ammara : 01 41 43 72 74 | 06 79 92 71 34 | sammara@noirsurblanc.com

UGEI :

Séverine Messier : 01 40 65 09 35 / delegation@ugei.fr